

Fin de programmes

Shawinigan (GV) — La fin du programme de réseau des centres d'accès communautaires à Internet du Centre-de-la-Mauricie représente un fait saillant un peu plus sombre du bilan annuel de la SADC.

Depuis 1997, l'organisme gérait 13 CACI sur le territoire, principalement dans des bibliothèques. Ce programme visait à fournir un accès public à Internet pour y faire découvrir toutes les possibilités, particulièrement pour la population plus âgée.

Au cours de la dernière année, 218 personnes ont participé à 41 ateliers. Mais le financement de 63 500 \$ d'Industrie Canada relié à ce programme n'a pas été reconduit.

«Ça fait partie des coupes du gouvernement fédéral», explique M. Charlebois. «Nous étions un peu déçus. Nous essayons de trouver d'autres avenues.»

En fait, la SADC du Centre-de-la-Mauricie tente d'obtenir des ententes de service et de maintenance avec les municipalités de son territoire afin de poursuivre le programme. Ainsi, à sa séance régulière du 12 juin, le conseil municipal de Shawinigan a confirmé le versement d'une somme de 15 000 \$ pour appuyer cette continuité, d'autant plus que le matériel informatique est déjà installé dans les bibliothèques.

Le projet pilote de deux ans Accès TI du Fonds LaPrade a également pris fin cette année. Ce programme visait précisément l'utilisation des nouvelles technologies par les gens ayant des limitations physiques. Cinquante-quatre personnes en ont bénéficié et encore là, des efforts sont déployés pour maintenir cette initiative qui semblait fort appréciée.

Malgré tout, M. Charlebois considère que la SADC du Centre-de-la-Mauricie ne s'en tire pas trop mal, compte tenu des pressions exercées sur l'administration publique fédérale au cours des derniers mois.

«Nous n'avons pas été trop touchés, si on compare à d'autres ministères», fait-il remarquer. «L'an passé, nous avons signé une nouvelle entente de cinq ans sans indexation. Certaines SADC trouvaient que ça avait été mal négocié, mais un an plus tard, quand on se compare, on se console!»

Par contre, M. Charlebois espère que ces coupes ne modifieront pas la mission des SADC à long terme.

«Notre rôle est de prendre plus de risque que les institutions financières traditionnelles pour créer ou maintenir des emplois», rappelle-t-il. «Si on devient comme une institution financière, on perd la raison pour laquelle nous avons été créés.»•